

No. 18

*Les Cahiers d'*

# O C I S C A

LIBERALISATION, DEVALUATION : BIENTOT  
LA RELANCE DE LA CAFEICULTURE A BAFOU

Par l'Equipe de l'Oservatoire de Bafou

ORSTOM

MINREST



Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun  
Observatory of Change and Innovation in the Societies of Cameroon

**Les Cahiers d'Ocisca N° 18**

**LIBÉRALISATION, DÉVALUATION :  
BIENTOT LA RELANCE DE LA CAFÉICULTURE  
A BAFOU**

**Équipe de l'observatoire de Bafou**

**Mai 1995**

**Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun**

## Liste des institutions membres du Comité de pilotage d'Ocisca

<i>Direction de la recherche et de le Planification</i>	Jean-Blaise Nyobe, Directeur Charles Binam Bikoi, Conseiller en sciences sociales
<i>Institut National de Cartographie</i>	Paul Moby Etia, Directeur
<i>Direction Nationale de la Statistique et la Comptabilité Nationale</i>	Joseph Tedou, Directeur
<i>Ecole Nationale Supérieure Polytechnique</i>	Paul Vermande, Directeur
<i>Université de Dschang</i>	Samuel Domgang, Recteur
<i>ORSTOM</i>	Jacques Bonvallot, Représentant
<i>Mission de Coopération et d'Action Culturelle</i>	Pierre Jacquemot, Chef de mission
<i>Caisse Française de Développement</i>	Dominique Dordain, Chef d'agence

### Copyright

Ce document est protégé par les règles habituelles en matière de droits d'auteur. Toute copie de ce document, ou partie de ce document, est autorisée à condition d'en citer la source de façon explicite.

(C) OCISCA (MINREST-ORSTOM) 1995  
N° ISSN : 1023-7631

**Les Cahiers d'Ocisca**  
B.P. 1857 Yaoundé - Cameroun  
Tél. : (237) 23.95.34

## **Résumé**

Dans le contexte actuel de crise économique, les revenus des planteurs de café arabica continuent de décroître. Nous sommes en effet au plus fort de la crise, en juillet 1994. Il en résulte une réduction des circuits de solidarité, une accélération de la déscolarisation des enfants et une diminution dans l'entretien et le développement des plantations. Les productions de cultures vivrières, maraîchères et fruitières, l'élevage, les activités extra-agricoles, commerce et emploi salarié, sont autant d'essais pour multiplier les ressources. Ils n'arrivent cependant pas à compenser la baisse des revenus. Les effets de la libéralisation du commerce et des prix, combinés à ceux de la dévaluation ne se sont pas encore produits, car la campagne de vente du café ne démarre que dans quelques mois. Pourtant le prix des intrants a déjà doublé. De plus la hausse des cours mondiaux du café commence tout juste à s'annoncer. Seule une petite lueur d'espoir transparait, mais il est encore trop tôt pour prévoir la relance de la caféiculture dans la région.

*Mots-clés* : Cameroun, Café, Crise économique, Libéralisation, Dévaluation, Vivrier, Comportement des planteurs, Revenu, Scolarisation.

## **Abstract**

In the current context of the economic crisis, the income of the arabica coffee farmers is decreasing. In July 1994, we are at the height of the crisis. The result is the reduction in the solidarity network, in the rate of enrollment of children in school, in the maintenance and development of coffee plantations. Food production, vegetables and fruit production, non-agricultural activities, trade and salaried employment are different ways to augment the household's income. But they cannot cope with the decreasing revenue. The effects of trade and price liberalization, combined with those of the devaluation are not yet fully assessed and the coffee campaign will only begin in a few months. However the price of the inputs and sanitary products has already doubled. And the increase in the world prices is just being announced. There is a little hope that things will improve but it is still too early to predict a revival for the coffee production in the region.

*Keywords* : Cameroon, Coffee, Economic Crisis, Liberalization, Devaluation, Food Crops, Farmers Behavior, Income, Schooling.

## Préface

Sous la forme d'une série régulière les Cahiers d'Ocisca présentent des études produites dans le cadre du programme de recherche intitulé Ocisca, Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun. Y sont développés des thèmes ayant trait aux comportements des différents acteurs économiques dans le contexte actuel de la crise économique et des politiques d'ajustement structurel qu'elle suscite. Les conditions de vie des ménages, l'examen des situations de vulnérabilité et de pauvreté, l'analyse des comportements sociaux, les innovations sociales, l'impact social des mesures d'ajustement comme la dévaluation, la conception de politiques sociales sont autant de thèmes dont le résultat des recherches et les études sont publiées dans cette série.

Les Cahiers sont conçus comme un médium au service de tous ceux qui veulent diffuser des informations recueillies par les différents observatoires, des analyses scientifiques de données d'enquêtes, et des travaux de recherche individuels effectués dans les domaines ci-dessus, ou d'actualité. L'objectif est d'informer les décideurs et les opérateurs économiques sur les recherches en cours et, dans la mesure du possible, de proposer des solutions concrètes aux problèmes qui les préoccupent.

C'est en conformité avec cette optique que ce numéro présente les résultats de l'enquête effectuée en juillet 1994 auprès de 316 ménages planteurs de café arabica du village de Bafou, dans la région de Dschang. Deux passages avaient déjà eu lieu en 1991 et en 1993 auprès des mêmes ménages. Ce nouveau passage se situe quelques mois après la dévaluation du franc CFA, en janvier 1994, dans un contexte économique marqué par la libéralisation du commerce et des prix et la baisse relative des revenus urbains. L'effet de la dévaluation sur le revenu des planteurs y est encore inexistant, la plupart d'entre eux ayant vendu leurs production avant la dévaluation. Certes on voit apparaître une attitude plus positive vis-à-vis de la culture du café, mais dans l'ensemble les agriculteurs continuent de subir les effets de la crise.

On remarque que le revenu moyen des ménages continue de baisser, passant de 349.170 francs en 1993 à 339.540 francs en 1994. Cependant le café reste la principale source de revenu monétaire représentant 48% du total, suivi des activités non-agricoles (26%), des cultures vivrières (20%) et de l'élevage (6%). Le revenu généré par le café est en moyenne de 166.700 francs, en baisse par rapport à l'année précédente où il se situait à 191.300 francs. La structure des dépenses montre la primauté des dépenses à caractère social, soit 85.6% du total, correspondant à la satisfaction des besoins élémentaires : alimentation (19%), éducation (21%), santé (20%), fonctionnement domestique (21%). Les dépenses d'investissement et de transport ne représentant plus que 11%. De plus, avec la persistance de la crise il n'y a plus que 31% des ménages pour faire de grosses dépenses au lieu des 82% d'autrefois. Ces deux résultats sont à l'origine de sérieuses inquiétudes pour le long terme.

Cette baisse des ressources touche 92% des ménages enquêtés. Elle entraîne une réduction des cercles de solidarité familiale sur lesquels on pouvait compter autrefois qui se traduit par la diminution des échanges, le refus de la prise en charge des enfants à scolarisés en ville, la diminution des visites entre ruraux et citadins. La scolarisation des enfants est maintenant sérieusement touchée lorsqu'il s'agit, de façon traditionnelle d'une priorité à



laquelle on consacre pratiquement toute l'épargne accumulée et une bonne part des dépenses. Ainsi la baisse des dépenses scolaires touche 30% des ménages, la déscolarisation 32%, le retrait des filles de l'école 17%, et les retards d'entrée à l'école 2%. Pour l'avenir les prévisions sont encore plus sombres 47% des ménages se demandant s'ils doivent continuer d'envoyer leurs enfants à l'école.

En ce qui concerne les activités agricoles, la diminution des plantations de pieds de café se poursuit : soit 9% des agriculteurs en 1994 au lieu de 10% en 1993 et 17% en 1991. Les cultures vivrières sont pratiquées par 97% des ménages pour tenter de compenser les pertes de revenu et assurer une auto-subsistance minimale. Les cultures maraîchères sont plus rares, 52% des ménages, en raison des difficultés de production qui entraînent de nombreux abandons. Les cultures fruitières touchent 46% des ménages. L'élevage reste répandu auprès de 80% des ménages mais de faible importance tant numérique que monétaire. Le problème essentiel est celui de la disponibilité et du coût des intrants, et produits phytosanitaires, qui ont déjà subi le doublement des prix résultant de la dévaluation. La consommation des engrais continue de baisser passant à 3,76 sacs en moyenne, au lieu de 5 en 1993 et 11 au début de la crise. Ce sont uniquement les agriculteurs engagés dans la production vivrière qui continuent d'utiliser les engrais à un niveau supérieur à la moyenne. L'utilisation du travail salarié continue de se réduire.

Les résultats de cette enquête marquent une époque. Ils se situent au plus fort de la crise, en juillet 1994. Ils ne font que traduire la poursuite des tendances lourdes du passé mais ne peuvent mettre en valeur de nouveaux comportements. Les mesures de libéralisation combinée à la dévaluation n'ont pas encore produites leurs effets, la campagne du café ne battant son plein qu'au dernier trimestre 1994. La hausse des cours sur les marchés mondiaux est à peine amorcée et encore incertaine. Une lueur d'optimisme se traduisant par quelques attitudes plus positives se fait jour. Mais il est encore trop tôt pour pouvoir dire, dans le contexte actuel : " bientôt la relance de la caféiculture à Bafou".

Jean-Luc Dubois  
Coordonnateur d'OCISCA

## **Sommaire**

### **Introduction**

#### **1. L'environnement social**

1. La structure des ménages
2. Le réseau de solidarité
3. L'éducation

#### **2. Les activités agricoles**

1. Généralités sur l'agriculture
2. La situation de la caféiculture
3. Les cultures vivrières et maraîchères
4. L'élevage
5. Les intrants agricoles
6. La commercialisation des produits

#### **3. Les activités économiques**

1. La situation de l'emploi
2. Les revenus
3. Les dépenses
4. L'épargne et le crédit

### **Conclusion**

## **Présentation de l'équipe**

Le présent rapport est une synthèse des résultats préliminaires du troisième passage de l'enquête OCISCA, Observatoire de Bafou. Il est l'oeuvre de toute une équipe.

Sous la direction du responsable par intérim de l'Observatoire Emmanuel FOKO, différentes opérations ont permis à la production de ce rapport ont été réalisées par les personnes suivantes:

Pour la conception du questionnaire de l'enquête: Jean Luc DUBOIS, coordonnateur du programme, Emmanuel FOKO (Université de Dschang), André KAMGA (Université de Dschang), MOUNGAM à MBASSA (Université de Dschang), et Emil HATCHEU (université de Dschang)

Pour la supervision de l'enquête sur le terrain, MM. Emmanuel FOKO, Emil HATCHEU, André KAMGA et MOUNGAM à MBASSA.

Pour la collecte des données comme enquêteurs, MM. MIAFFO YEMELET Jacques, NGUELEMO Pierre, NGUEUKENG Jean, NGUEAZANG David, NGUEUKEU Joseph, NGOUFACK Denise, PIBENG Antoine, FOUEPE Pierre, DONGMO Joseph.

Pour la codification et la saisie des données, M. TIMNOU Joseph Pierre, administrateur de la base de données du programme OCISCA.

Pour l'analyse et la rédaction du rapport, MM. Emmanuel FOKO, Emil HATCHEU, André KAMGA et MOUNGAM à MBASSA et Mathieu NGOUAJIO.

316 ménages qui ont accepté de se soumettre pour la troisième fois à cet exercice d'enquête. Qu'il en soient sincèrement remerciés.

Ce travail a été rendu possible grâce aux financements du Ministère Français de la Coopération et du Développement (Sous-Direction de la Recherche Scientifique) et de l'Institut de Recherche Scientifique en Coopération pour le Développement (ORSTOM, UR 5.2, 'Modèles et Réalités du Développement' du Département SUD).



## **INTRODUCTION**

Depuis 1987, le Cameroun s'est installé dans une crise économique qui est allée en s'aggravant. Dès le début de la crise, le gouvernement avait réagi en prenant un certain nombre de mesures de stabilisation et d'ajustement structurel pour juguler la récession naissante. En général, les mesures correctives prises sont basées sur des analyses macro-économiques reposant sur les principaux indicateurs de performance de l'économie. Ces analyses ne prennent généralement pas suffisamment en compte l'évolution des effets de la crise au niveau des unités micro (ménages, exploitations agricoles, entreprises).

Le projet OCISCA s'est mis en place pour tenter de pallier, tout au moins, partiellement à cette carence. Il a pour objectif de mesurer et d'évaluer les réactions des populations à la crise économique et d'étudier les changements et innovations mises en place par ces populations rurales pour s'adapter face à cette situation. Ceci devrait à terme permettre d'apprécier les effets des mesures de la politique d'ajustement dans certains secteurs et régions stratégiques de l'économie. Depuis sa mise en place, le projet OCISCA a effectué deux enquêtes de terrain ; en 1991 et 1993. Ce rapport présente les résultats d'une troisième enquête menée en 1994 courant du mois de Juillet.

### **Le contexte général de l'enquête**

Entre le passage de 1993 et celui de 1994, l'environnement économique de l'observatoire OCISCA de Bafou comme celui de l'ensemble du pays a été marqué par un certain nombre d'événements. La crise économique persiste et ses effets néfastes sont de plus en plus marquants. La misère dans les villages s'accroît. Le café qui reste une activité essentielle malgré la réduction importante de son poids financier, a subi des changements importants au niveau de la commercialisation.

On a procédé à la libéralisation des prix et des intervenants. Ceci a permis de passer d'un système où la coopérative avait le monopole de la commercialisation à un système totalement libéralisé. L'Etat s'est désengagé de la fixation du prix d'achat aux producteurs. Désormais le prix d'achat est négocié entre les producteurs et les acheteurs. Chaque acheteur a ainsi la possibilité de fixer son prix. Ces différents changements ont certainement affecté les activités agricoles dans la région.

Par ailleurs, l'aggravation de la crise économique et l'amplification de ses effets pervers ont eu des répercussions sur l'organisation sociale de la communauté, en affectant notamment, les réseaux de solidarité et d'entraide existant entre les membres de la communauté locale d'une part et entre le village et l'extérieur d'autre part.

L'événement le plus marquant dans l'environnement économique entre les deux passages est sans aucun doute, la dévaluation du franc CFA intervenu le 12 janvier 1994 à Dakar. Cette mesure aura des répercussions profondes sur presque tous les aspects de la vie des communautés enquêtées. Par rapport au café, elle a entraîné certes un doublement du prix d'achat aux producteurs, mais en même temps plus qu'un doublement du prix des principaux intrants importés (engrais, pesticides). En effet, le sac d'engrais NPK 20 10 10 qui coûtait 3.500 francs au marché libre et 2.500 francs à la coopérative coûte aujourd'hui 8.500 francs dans le village.

L'inflation généralisée qui en a résulté a continué de fragiliser la situation économique et sociale d'une population déjà durement éprouvée.

L'évaluation des effets de la dévaluation du franc CFA sur la filière café arabica pour l'année, ne peut être pour le moment basée que sur une vue assez théorique. Cette mesure est intervenue en pleine campagne et beaucoup de paysans avaient déjà vendu toute ou une partie importante de leur production. S'ils ont pu récolter une bonne partie des effets positifs du changement de prix<sup>1</sup>, ce n'est qu'au cours de la campagne 1994/95 que les répercussions au niveau des coûts de production vont se faire complètement sentir et permettre aux paysans d'avoir une appréciation plus globale de cette mesure.

Il ne serait pas superflu de relever le contexte tout à fait difficile dans lequel se sont déroulées ces enquêtes. En effet, le manque de moyen logistique a considérablement réduit la capacité de supervision de l'équipe de l'Observatoire Bafou. La conséquence de cette situation est que certaines informations obtenues n'ont pas toujours atteint la précision recherchée.

### **Présentation générale de la population enquêtée**

L'enquête 94 s'est déroulée sur un échantillon de 316 ménages, avec une population totale 4085 personnes, soit une moyenne de 13 personnes par ménage. Sur les 316 ménages enquêtés, 229 ont pour chef de ménage un homme et 87 une femme. Par rapport à l'année dernière, 25 ménages sur les 316 ont changé de responsable, généralement après le décès du précédent chef de ménage (22 cas).

Ce rapport tentera de décrire et d'évaluer comment la crise économique et ses divers corollaires, notamment le programme d'ajustement structurel, ont affecté la vie des paysans producteurs de café arabica de Bafou, avec en perspective l'appréciation du sort qui pourrait être réservé à cette culture stratégique de la région. Les analyses porteront sur les changements intervenus dans l'environnement et la structure sociale, les activités agricoles et l'économie dans son ensemble.

## **I. L'ENVIRONNEMENT SOCIAL**

Au cours de la période 1993 -1994, les différents changements intervenus dans la structure sociale de la zone des enquêtes a concerné le ménage, l'éducation des enfants, et le réseau de solidarité entre les membres de la famille résidant dans le village et hors du village.

### **1. Changements dans la structure du ménage**

Par rapport au dernier passage dans les mêmes familles, 91,9% de chefs de ménage n'ont pas changé. Pour des raisons multiples notamment le décès, le déplacement, 8,1% de ménage ont changé de chef. Nous avons noté également que 27,5% des ménages ont des femmes comme chef. Ceci s'explique par la polygamie où, après la mort du mari, une des femmes assure encore la régence en attendant que l'héritier prenne ses fonctions, ou tout simplement des veuves dans le cas des ménages monogamiques d'autre part.

---

(1) La CAPALME, Coopérative Agricole des Planteurs de la Menoua, a procédé en Septembre au paiement d'une plus value de 300 franc CFA par Kg de café vendu à ses adhérents, ce qui est un résultat direct de dévaluation.

Les chefs de ménage encore présents dans le ménage représentent une forte proportion (83,2%). Les autres chefs de ménages absents physiquement de la concession représentent 16,8% et regroupent les héritiers qui résident en ville et ceux qui ont fait des déplacements temporaires.

Pris dans l'ensemble, nous avons constaté que 34,4% de la population recensée n'était pas présente au village au moment de l'enquête. Ce chiffre assez élevé s'explique par le fait que pendant les opérations de collecte de données, on n'a pas clairement distingué entre les membres de la famille qui sont définitivement partis et ceux temporairement absents. Les principales causes de départ sont la poursuite des études en ville et la recherche d'un emploi. Les nouveaux membres, c'est à dire ceux qui n'étaient pas là au passage de 1993 représentent 5,5%. Ce chiffre comprend les nouveaux-nés et les autres nouveaux venus, notamment les migrants de retour.

## 2. L' éducation

L'éducation formelle des enfants n'a pas été à l'abri de la crise. Comme par le passé, certains parents ont des enfants qui résident hors du ménage (46,6%). L'envoi des enfants chez d'autres membres de la famille résidant soit en ville, soit dans les villages voisins n'allège pas toujours la charge des frais scolaires puisque 25% des parents prennent en charge la totalité des frais et 50,7% des

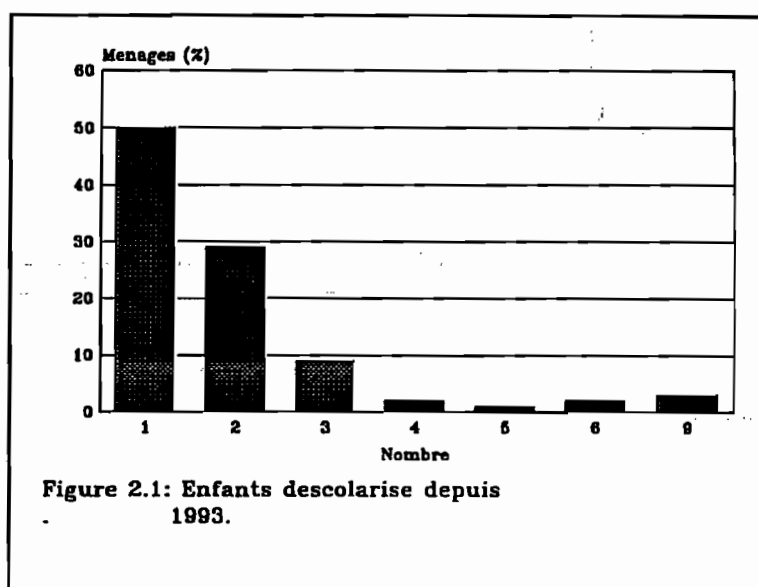


Figure 2.1: Enfants descolarisés depuis 1993.

parents partagent ces frais avec la famille hôte. Seuls 24,3% des parents de la ville prennent en charge d'une manière globale les frais de scolarité. Parmi les enfants d'âge scolaire, 17,2% des familles enquêtées ont des enfants venus de la ville (peut être à cause de la crise). Leur nombre varie de 1 à 6 par famille depuis 1993 (fig 2.1).

### Déscolarisation

Pour amortir les effets de la crise, certains parents retirent de l'école leurs enfants. C'est ainsi qu'on rencontre des enfants d'âge scolaire qui ne vont plus à l'école dans 32,4% des familles enquêtées. Le nombre d'enfants déscolarisés varie de 1 à 9 par famille concernée par la déscolarisation.

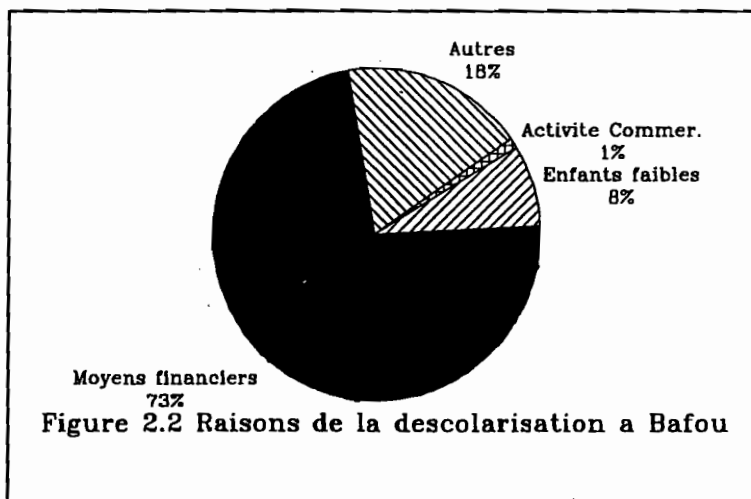
Les raisons avancées pour la déscolarisation sont multiples parmi lesquelles on retient:

- Manque de moyens financiers 73%,
- Faible capacité intellectuelle des enfants 8%,
- Création d'un commerce 1%. (fig 2.2).

Cette déscolarisation est une conséquence directe de la baisse des ressources des agriculteurs. Les ressources ont évolué dans la plupart des cas dans le sens de la diminution. En

effet, 92,2% des agriculteurs ont vu leurs ressources diminuer. Seuls 1,9% ont signalé une augmentation des revenus et 5,2% ont déclaré avoir des ressources stables.

Cette diminution des ressources a entraîné une diminution des dépenses scolaires dans 29,8% des familles. Face à cette réduction des revenus, la stratégie des parents pour réduire les dépenses scolaires sont multiples. Certains parents retardent l'âge d'entrée à l'école des enfants pour s'occuper des plus grands (2,2%). D'autres retirent de préférence les filles (12%). Enfin 52,2% retirent les enfants "médiocres" et 4,4% ont soit envoyé les enfants dans un établissement public, soit ramené les enfants plus près du village pour limiter les différentes charges (location et nourriture).



### Quel avenir pour l'école ?

Beaucoup d'enfants risquent de ne plus fréquenter l'année prochaine à cause de la crise. En effet, 46,5% des parents ont dit que leurs enfants n'iront pas tous à l'école l'an prochain pour des raisons suivantes:

- Manque de moyens financier dans 55,9% des cas,
- Coût élevé des livres et fournitures diverses pour tous les enfants, 6,2%.

Avec la crise, les parents ont une nouvelle perception des études surtout de l'enseignement général, comparé à l'enseignement technique. 49,2% des parents pensent que les études générales ne sont plus intéressantes et pas du tout avantageuses contre 43,4% qui pensent qu'elles sont toujours aussi avantageuses, et 7,4% qui pensent qu'elles sont encore plus nécessaires.

Cette déscolarisation ne concerne pas uniquement l'enseignement primaire et secondaire. Même les enfants qui ont eu leur baccalauréat sont déscolarisés. Bienqu'on enregistre 33,3% de familles dans lesquelles les enfants ont eu le baccalauréat, seules 10,4% ont des enfants dans une université. Les raisons de la discontinuité des études universitaires sont identiques à celles des études primaires et secondaires à savoir:

- Difficultés financières: 55%,
- Création d'un commerce : 5%,
- Autres raisons : 40%.

### **3. Le réseau de solidarité**

La société africaine est une société où le réseau de solidarité est très développé. La société camerounaise en général, et bamiléké en particulier, ne fait pas exception à cette règle. Cette solidarité s'est toujours manifestée par des échanges des cadeaux, la prise en charge des enfants pour l'éducation, et les visites entre les ruraux et les citadins.

#### **Echanges des cadeaux**

Si les parents ruraux ont continué d'envoyer des produits alimentaires aux membres de la famille résidant en ville et ces derniers ont maintenu l'envoi des biens non produits localement ou manufacturés (savon, riz, sucre, etc), aux parents du village, on a cependant noté une réduction de l'importance de ces différents dons. L'aide reçue par les parents du village a sensiblement diminué. Elle est soit supprimée, soit n'est plus que ponctuelle. Dans peu de cas, elle assure la survie des parents du village : 28,5% des familles ne reçoivent plus rien de la ville à cause de la crise, 42,7% des familles déclarent que l'aide reçue actuellement est très secondaire. L'aide n'est plus que ponctuelle dans 19,1% des familles. Malgré les difficultés dues à la conjoncture, cette aide est indispensable pour la survie de 9,7% des familles.

#### **La prise en charge des enfants pour l'éducation.**

De tout temps, le mouvement des enfants pour l'éducation était plus accentué dans le sens campagne-ville. Les parents de la ville assuraient alors les frais de scolarité, presque en totalité, des enfants qui arrivaient en ville, et parfois contribuaient à la scolarité de ceux qui étaient restés au village. Les parents du village étaient considérés comme pourvoyeurs des produits vivriers. Ceci s'expliquait par le mythe bien connu de "ville symbole de richesse" et "campagne symbole de pauvreté". A cause des difficultés rencontrées, plusieurs enfants retournent au village. La prise en charge des frais de scolarité a complètement changé pour les enfants qui viennent des villes. Ainsi:

- 56,6% des enfants sont à la charge des parents restés au village,
- 24,5% des enfants sont à la charge des parents de la ville,
- 11,3% des enfants sont à la charge des 2 familles.

#### **Les visites entre ruraux et citadins.**

Celles-ci sont devenues rares et ne se font qu'en cas d'extrême nécessité. Les citadins ne viennent au village qu'en cas de malheur. Les vacances sont très limitées. Les ruraux ne vont en ville qu'en cas de maladie grave. Dans l'un et l'autre cas, des réseaux informels se sont créés pour certains petits échanges des biens de consommation.

Les activités agricoles n'ont sûrement pas été à l'abri des changements liés à la crise économique (voir activités agricoles).

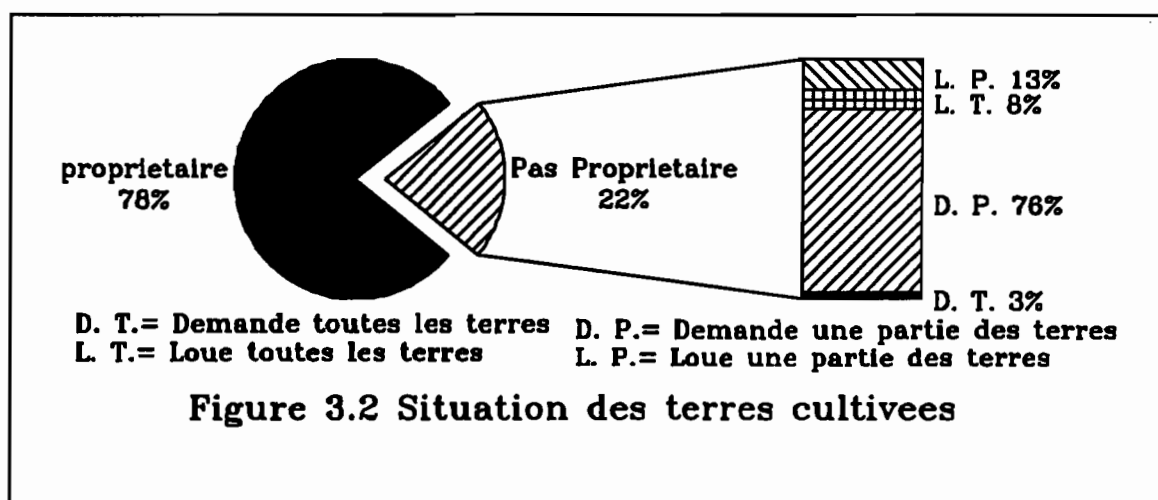
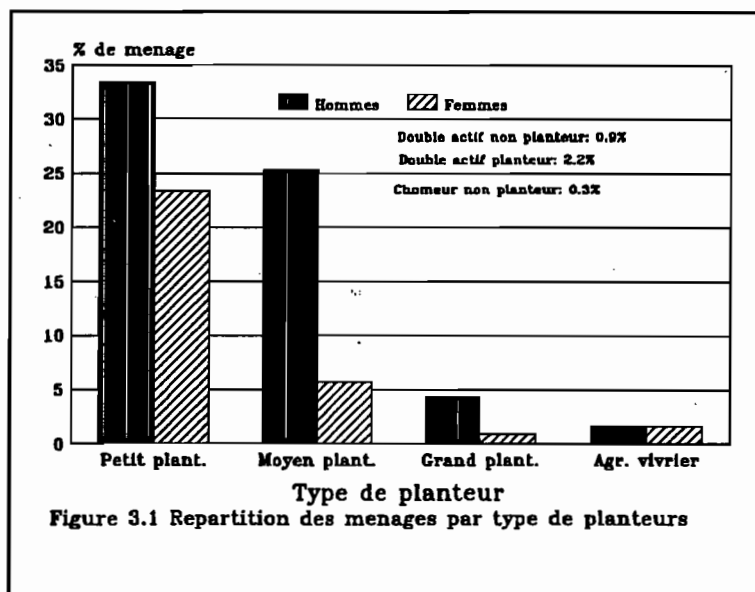
## II. LES ACTIVITES AGRICOLES

### 1. Généralités

L'agriculture dans la chefferie Bafou est une activité qui touche presque 100% des ménages. Longtemps centrée autour de la caféiculture, elle s'est rapidement diversifiée aux autres cultures à cause de la chute des prix du café, mais aussi et surtout de la rareté et du prix élevé des intrants tels que les engrais et les pesticides.

Aujourd'hui, 57% de la population, dont 33,5% d'hommes et 23,5% de femmes restent des petits planteurs, contre 5,3% de grands planteurs seulement (Figure 3.1).

Cette situation est une des conséquences de la restriction au niveau des espaces mis en culture. Près de 22% de ménages ne sont pas propriétaires de toutes les terres qu'ils cultivent (Figure 3.2).



Parmi ces derniers, 76,8% demandent des terres aux grands propriétaires terriens alors que 13% louent des parcelles pour les exploiter.

Les principales causes de la réduction des surfaces cultivables sont l'éclatement des terres à chaque passage successoral et la forte densité de population (plus de 300 habitants au km<sup>2</sup>). Parmi les propriétaires terriens, seulement 65% sont satisfaits des espaces dont ils disposent. A ce jour, beaucoup de producteurs voudraient bien accroître leur surface (35,2%) mais se heurtent à la limitation des terres.

La limitation des espaces exploitables conduit logiquement les agriculteurs à procéder à une surexploitation des terres (très souvent deux cycles de cultures par an sur les mêmes parcelles), avec pour conséquence une disparition presque totale des jachères. En 1993, 28% des ménages pratiquaient encore la jachère, contre 16,8% cette année (Figure 3.3). Ceci correspond à une diminution de 11,2% en l'espace d'une seule année. Au cours de la campagne agricole 1994, 5% de ménages seulement disposent de terres en jachère de plus de 3 ans. Pourtant, la jachère comme technique de restauration de la fertilité des sols est bien connue dans la localité de Bafou.

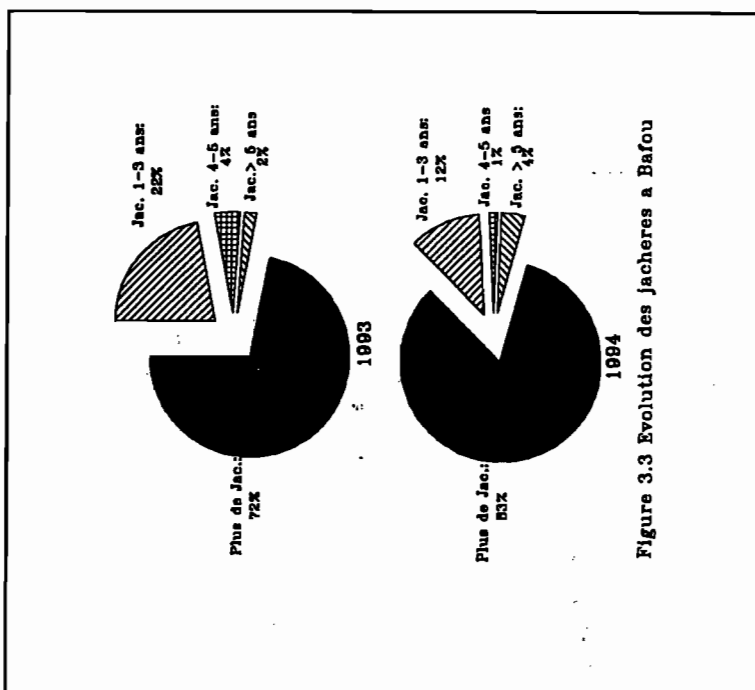


Figure 3.3 Evolution des jachères à Bafou

Pour juguler les effets de la crise et contourner les problèmes de manque d'espace exploitable, 32,3% des ménages se sont lancés dans des activités extra-agricoles (Figure 3.4). Parmi ces activités, le commerce occupe une place de choix en regroupant 34,5% des ménages concernés (par ces activités). Il est suivi par l'emploi salarié avec 24,5% des ménages.

L'élevage reste encore très peu pratiqué comme alternative, ou supplément à l'agriculture, car lui aussi se heurte à la limitation des terres. Le commerce, bien qu'étant la principale activité extra-agricole, demeure encore le petit commerce, se fondant sur un capital très réduit.

## 2. Situation de la caféiculture

Au terme de cette enquête, nous constatons que le café est resté la culture la plus importante de la chefferie Bafou. En effet, 95% des ménages enquêtés pratiquent cette culture qui du reste demeure la culture principale pour 72% des cas et une culture

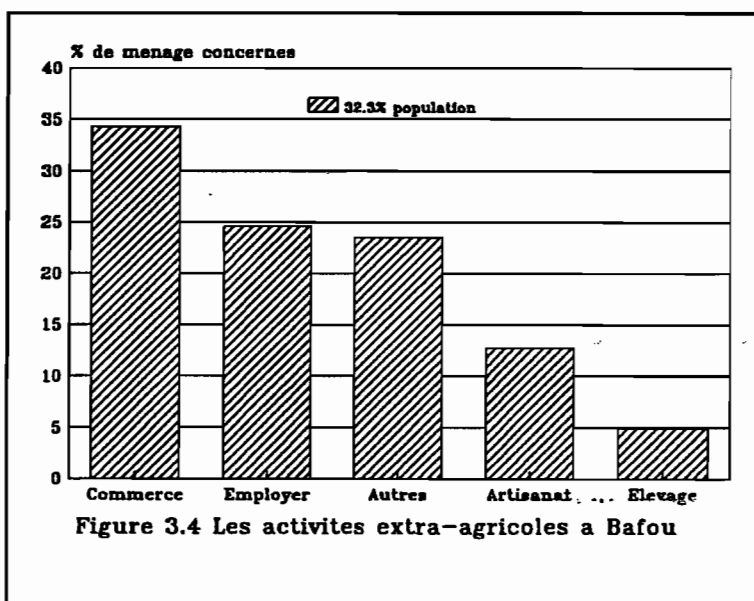


Figure 3.4 Les activités extra-agricoles à Bafou

secondaire dans 23% des cas.



Malgré son importance du point de vue des ménages concernés, la caféiculture est cependant pratiquée à très petite échelle. Le nombre de pieds de café par producteur varie très largement (de 50 à 6350), et la moyenne est assez faible, se situant à environ 1120 pieds par ménage.

La régénération caféière est restée une opération très peu suivie par les planteurs, malgré les encouragements de la CAPLAME (Coopérative Agricole des Planteurs de la Ménoua) qui a procédé à une vaste opération de distribution des jeunes plants.

En effet, depuis 1965, 16% de planteurs ont arrêté de planter le café. Avec la crise économique, la régénération caféière a été arrêtée dans 14,4% de ménages entre 1986 et 1990. A ce jour, 90% de la population enquêtée ne plante plus le café (figure 3.5).

Au cours de cette année, seulement 9% de ménages ont procédé à la plantation du caféier, contre 10% en 1993 et 17% en 1991 (figure 3.6). Cette opération de replantation s'est d'ailleurs déroulée très timidement, le nombre de pieds plantés variant entre 50 et 1000, avec une moyenne de 103 pieds par ménage concerné.

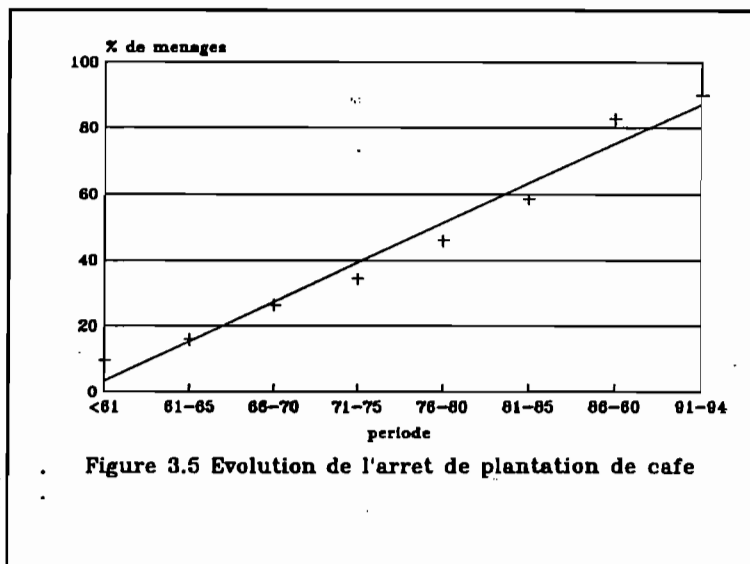


Figure 3.5 Evolution de l'arrêt de plantation de café

Malgré le fait que le café soit resté la culture principale pour 72% de ménages, cette culture a continué à perdre son importance dans le système de culture dans la chefferie Bafou. Dans l'ensemble, 16% des planteurs ont procédé à l'arrachage du café cette année, contre 5% en 1993 (figure 3.6). Parmi les ménages concernés par cette opération, nous avons fait deux constats:

- Aucun grand planteur n'a arraché son café,
- Les femmes sont plus nombreuses depuis notre dernier passage (22% contre 14% en 1993).

Cette attitude des femmes à l'égard du café s'explique vraisemblablement par l'importance grandissante des cultures vivrières et maraîchères dans la structuration du revenu des ménages.

Deux principales raisons sont généralement avancées pour justifier l'arrachage des caféiers:

- Le vieillissement des pieds dans 80% de cas,
- le faible prix de vente dans 12% de cas.

Notre enquête ayant été effectuée pendant la première campagne qui a suivi la dévaluation du franc CFA, il ne nous a pas été possible d'apprécier objectivement les effets de cette mesure sur le comportement des planteurs. Toutefois, à la question de savoir ce qu'ils feront dans l'avenir, les paysans enquêtés ont donné les réponses suivantes:

- Accroître les superficies 11,2%,
- Renforcer les traitements phytosanitaires 42,1%,
- Augmenter les quantités d'engrais 15,2%,
- Abandonner une partie du champ 11,7%,
- Autres 19,3%.

### 3. Les cultures vivrières, maraîchères et fruitières

#### Les cultures vivrières

A Bafou, 96,5% de la population pratiquent des cultures vivrières. Cependant, le vivrier demeure encore une culture secondaire sur le plan financier, car bien qu'étant la base de l'autosuffisance alimentaire de la localité, procure un revenu monétaire faible par rapport au café. C'est d'ailleurs la principale raison pour laquelle le vivrier n'a pu amortir les effets de la crise économique que dans 31,3% des cas. Les ménages concernés par cette catégorie ont pu lutter contre la crise:

- en diversifiant les cultures vivrières pour la vente (51,2% de cas),
- en maintenant la même production mais en vendant plus (21,2% de cas),
- en cultivant plus pour vendre (15,2% de cas),
- en achetant les vivres pour revendre (4,0% de cas),
- par d'autres moyens (8,1% de cas).

#### Les cultures maraîchères

Contrairement au vivrier pratiqué par tous les ménages, les cultures maraîchères sont encore en train de faire leur entrée dans les activités agricoles d'un grand nombre de ménages à Bafou. Le maraîchage a fait son entrée à Bafou bien avant les années 50, mais de façon très timide (Figure 3.7). Jusqu'en 1955, seulement 1,9% de la population était concernée par cette culture. Avec la venue de la crise économique, 28,2% des ménages se sont engagés dans le maraîchage entre 1986 et 1990, et 13,6% de 1991 à ce jour. Aujourd'hui, 62,9% des ménages ont déjà pratiqué les cultures maraîchères. Mais 11,1% de ces ménages ont dû abandonner ces activités, principalement à cause :

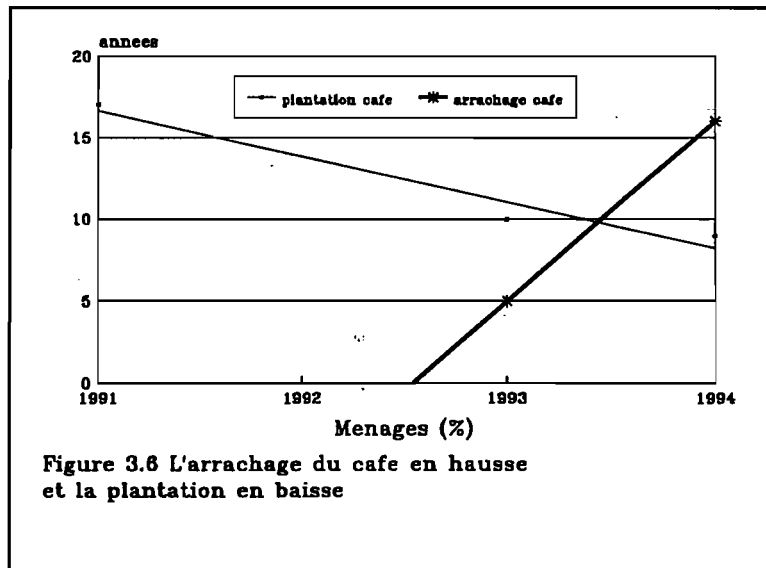


Figure 3.6 L'arrachage du café en hausse et la plantation en baisse

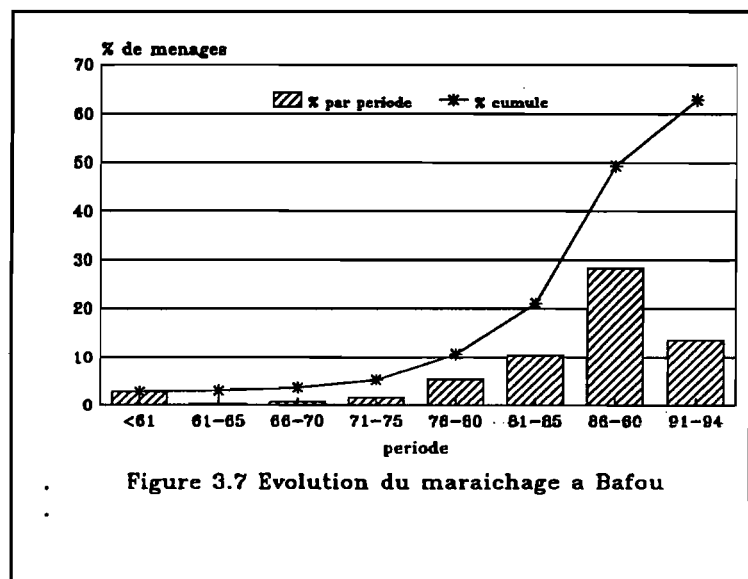


Figure 3.7 Evolution du maraîchage à Bafou

- des difficultés de vente (manque de débouchés) (27% de cas),
- des difficultés d'approvisionnement en pesticides (22,7% de cas),
- des problèmes techniques de culture (13,6% de cas),
- des autres problèmes (36,4% de cas).

### Les cultures fruitières

46,5% des ménages ont planté des arbres fruitiers dans le but de vendre les fruits pour amortir les effets de la crise économique (Tableau 3.1). Parmi ces arbres fruitiers, l'avocatier a été le plus important car il a été planté dans 59,2% des ménages concernés, suivi du goyavier (12,9% de ménages).

**Tableau 3.1: Les principaux arbres fruitiers plantés**

Arbres fruitiers	% de ménages <sup>1</sup>
Avocatier	59,2
Goyavier	12,9
Kolatie	8,2
Manguier	8,2
Prunier	8,2
Papayer	2,0
Oranger	0,7
Palmier à huile	0,7

L'avocatier et le goyavier sont les principaux arbres fruitiers qui réussissent bien dans la localité. Les autres fruitiers sont peu adaptés à cause des contraintes suivantes:

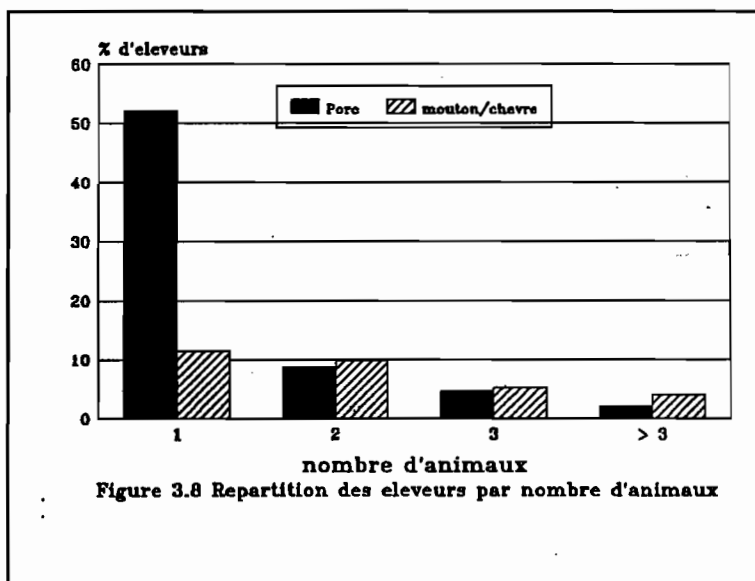
- de maladies (oranger et papayer),
- d'insectes (kolatie, palmier à huile),
- de climat (manguier, prunier).

#### 4. L'élevage

L'élevage est une activité très répandue à Bafou puisque 80% de la population le pratique. Il est essentiellement basé sur le porc et la volaille qui regroupent respectivement 67,2 et 82,6% des éleveurs. 30% des éleveurs font du mouton ou de la chèvre, et 6,3% d'autres types d'animaux.

(1) Seuls les ménages ayant planté des arbres fruitiers sont pris en compte.

Malheureusement, c'est un élevage qui reste encore de très petite taille car plus de 50% des éleveurs disposent d'un seul animal (Figure 3.8). L'élevage reste donc une activité très secondaire pour les populations de Bafou. Ceci est d'autant plus vrai que 63,3% des ménages ne compte pas du tout sur l'élevage pour atténuer les effets de la crise économique. A la base de ce comportement des populations se trouvent trois principales raisons :



- Avec la restriction au niveau du foncier (forte pression démographique et absence de jachère), l'élevage extensif a presque complètement disparu à Bafou.

- L'incidence des maladies sur les animaux dans la localité a complètement découragé les éleveurs de Bafou (62% de cas).

- Les animaux se vendent très mal sur le marché (13% de cas).

Parmi ceux qui n'ont plus foi en l'élevage, 52% attribuent leur comportement au problème de maladie. En effet, le porc qui constitue la base de l'élevage à Bafou est de plus en plus abandonné par les populations à cause de la peste porcine qui fait des ravages dans cette localité. Les problèmes de maladies ont contraint 52,8% d'éleveurs à abandonner leur activité.

Parmi les élevages abandonnés, le porc et la volaille occupent le premier plan avec respectivement 38,3 et 28,1% des éleveurs. Cette situation est vraiment inquiétante dans la mesure où jusqu'à très récemment, ces animaux occupaient le premier plan dans l'élevage à Bafou.

Pour les éleveurs qui croient encore à cette activité (36,7%), 44,8% comptent augmenter la taille de leur cheptel alors que seulement 30,2% envisagent une diversification de leurs activités d'élevage.

## 5. Les intrants agricoles

### Les inputs importés

Ils comprennent globalement les engrais chimiques et les produits phytosanitaires.

### Les engrais chimiques

Les achats d'engrais chimiques ont eu lieu dans 218 des 316 ménages interrogés, soit dans 69%. Toutefois, on constate une baisse au niveau des quantités achetées. En moyenne, 3,76 sacs ont été achetés par ménage, avec un écart type de 5,54. En comparaison aux 5 sacs de 1993 ou encore aux 11 sacs de la période qui a précédé la crise, on constate une baisse évidente. L'écart type au cours de la période qui a précédé la crise était de 13,03. Cette situation semble s'expliquer par l'aggravation de la

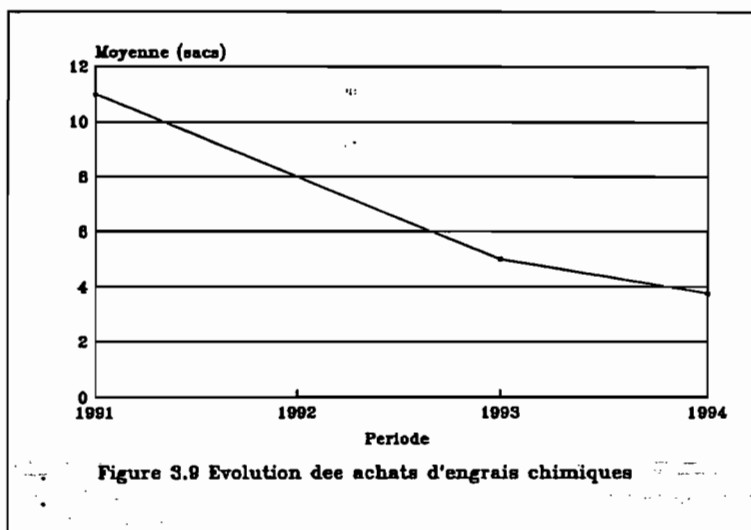
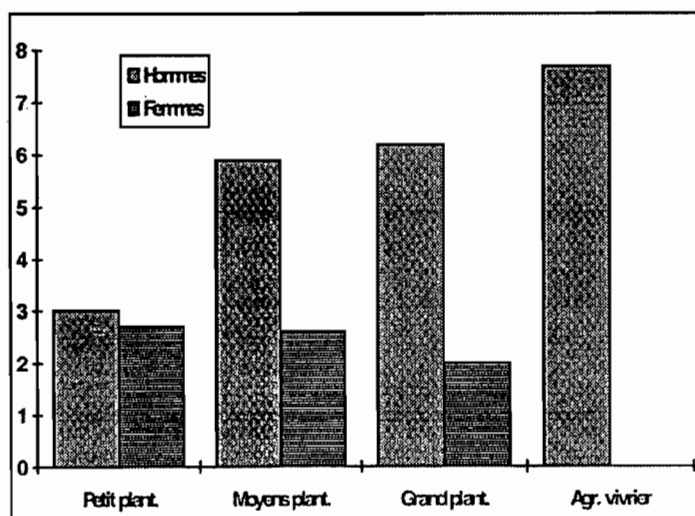


Figure 3.9 Evolution des achats d'engrais chimiques

crise que l'avènement de la dévaluation est venu exacerber. C'est la raison pour laquelle 57,1% des ménages n'ont plus acheté les engrais depuis la crise, tandis que 34,7% n'en ont pas acheté seulement pour la première fois cette année. A cause de leurs prix élevés, 72,4% des ménages s'en sont privés d'une part. Le coût d'un sac d'engrais de formule N-P-K:20-10-10 (50 kg) est ainsi passé de 3.500 francs avant la dévaluation, à 8.500 francs ou plus après celle-ci, sur le marché libre à Dschang. Leur rareté d'autre part, en a privé 20,4% de ménages de leur utilisation. La CAPLAME qui ne disposait que de quantités limitées d'engrais ne pouvait satisfaire à la demande potentielle de tous les planteurs.

### Structure d'achats par sexe et par type de planteurs

La structure des achats d'engrais par sexe montre une nette domination des hommes (70,6%) sur les femmes (29,4%). Les quantités moyennes d'engrais achetées par les hommes se chiffrent à 4,4 sacs, avec un écart type de 6,4, et à 2,1 sacs pour les femmes, avec un écart type de 1,63. Cette différence traduit bien le fait que les hommes restent les maîtres du jeu en ce qui concerne l'agriculture caféière, très exigeante en engrais.



Les quantités achetées varient sensiblement suivant les différents types de planteurs qu'on rencontre. Ainsi, les agriculteurs vivriers se placent-ils en tête de classement parmi les grands acheteurs d'engrais chimiques, avec en moyenne 7,7 sacs, avec un écart type de 10,7. Ils sont respectivement suivis des hommes grand-planteurs (6,4 sacs), avec un écart type de 8,13; des hommes moyen-planteurs (5,8 sacs), avec un écart type de 8,5; des hommes petit-planteurs (3 sacs environ), avec un écart type de 2,76 entre autres. La domination d'achats par les agriculteurs vivriers traduit le regain d'importance pour le secteur vivrier, à la fois en tant que secteur d'appoint financier pendant la crise et secteur traditionnel responsable de l'autosuffisance alimentaire des populations.

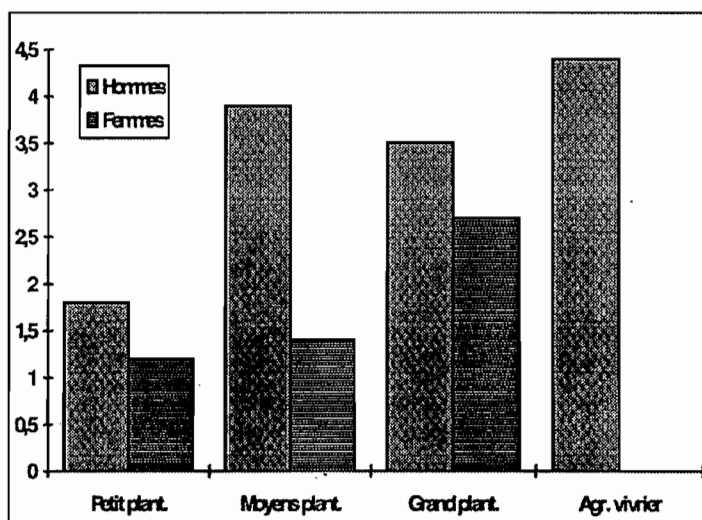


Figure 3.10 : Structure d'achat d'engrais par type de planteur

### Les produits phytosanitaires

Comme les engrais chimiques, tous les produits de traitement phytosanitaire utilisés dans l'agriculture à Bafou sont importés. En 1994, 80,2% des ménages interrogés, soit 189 ménages au total, ont utilisé les produits de traitement phytosanitaire. Les principaux produits utilisés dans la chefferie Bafou sont les suivants :

**Tableau 3.2 Les principaux produits phytosanitaires.**

Désignation du produit	% de ménages utilisateurs
Dacobre	87,3
Manèzan	34,4
Cacaobre	13,2
Ridomyl Plus	7,4
Viricivre	6,3
Dieldrine	2,4

En dépit de la grande variété des produits, il y a lieu de se préoccuper de toutes sortes de contraintes qu'impose l'utilisation de certains d'entre eux. On est surpris de voir figurer sur la liste de ceux-ci un produit dont l'utilisation n'est plus à la mode, à l'exemple de la Dieldrine.

La grande contrainte imposée à l'utilisation des produits de traitement à Bafou en 1994 résulte des difficultés financières des ménages. 12,8% et 9,6% des ménages respectivement, imputent la non-consommation de ces produits à l'absence de livraison et au renchérissement de ceux-ci. La moitié des planteurs à Bafou n'utilisent plus les produits de traitement depuis la crise, et 20% de ceux-ci ne les ont pas utilisés cette année 1994.

A la lumière de ce qui précède, il n'est peut-être pas exagéré de penser que les effets cumulés de la dévaluation et de la libéralisation ont mis les ménages de Bafou dans l'impossibilité d'utiliser

les quantités nécessaires des produits de traitement phytosanitaire, pourtant indispensables à leurs activités agricoles.

Le tableau 3.3 qui indique les destinations prises par les principaux produits de traitement phytosanitaire fait ressortir que les cultures maraîchères et vivrières sont nettement plus soignées que le café. Le soin attaché à chaque type de culture semble traduire le poids économique de l'heure accordé à chacune d'entre elles, ainsi que les espoirs futurs qu'elles semblent susciter chez les planteurs.

**Tableau 3.3 Destination des principaux produits phytosanitaires**

Type de culture traitée	% de produit des utilisateurs <sup>1</sup>
Café seul	10,6
Café et vivriers	5,8
Vivriers seuls	40,7
Maraîchers	42,9

### **Les inputs non-importés**

#### **Le travail salarié**

C'est le facteur dont l'utilisation a été la plus faible dans les ménages de Bafou en 1994. Seulement 26,4% des ménages déclarent l'avoir utilisé. La tendance à la diminution du travail salarié par les ménages, amorcée lors du dernier passage en 1993, est allée en s'accroissant en 1994. Ce qui fait que les 74,4% des ménages qui l'utilisaient autrefois le font moins aujourd'hui.

A défaut de l'utiliser comme par le passé, 56,6% des ménages font le travail eux-mêmes, l'abandonnent partiellement ou alors purement et simplement; 43,4% optent, par contre, pour d'autres stratégies non précisées. Faute de compensation à cette coupe, le travail est qualitativement moins bien fait (61,1% des ménages), ou pire encore, pas du tout fait (8,2% des ménages). Les hommes recourent beaucoup plus au travail salarié (72,8%) que les femmes (27,2%). Ceci est d'autant plus évident que, dans leur majorité, les exploitations qui exigent une main d'oeuvre salariée importante sont, détenues par les hommes.

#### **Les fientes de poules**

L'amenuisement caractérisé des ressources financières des ménages les a contraints à recourir à la valorisation au mieux de l'amendement organique (59,1% des ménages). Une moyenne d'achat de 2,3 sacs de fientes de poule, avec un écart type de 4,9 par ménage, a été enregistrée. Leur prix élevé, d'autre part, a privé 7,9% des ménages de leur utilisation. Pour la première fois seulement cette année, 11% des ménages n'ont pas pu utiliser les fientes de poule, par opposition aux 20,7% qui ne les utilisent plus depuis la crise, ou qui ne le font que de temps en temps.

Comme pour les achats d'engrais chimiques, les hommes représentent 72,8% des achats, contre 27,2% des femmes. La moyenne d'achat par sexe se situe à 2,7 sacs pour les hommes, avec un écart type de 5,6, et à 1,2 sac pour les femmes, avec un écart type de 1,9.



Selon le type de planteur retenu, les agriculteurs vivriers viennent en tête des acheteurs avec une moyenne d'achat de 4,4 sacs par ménage, et un écart type de 6,4 ; suivent respectivement les hommes moyen-planteurs (3,9 sacs) et un écart type de 8,1; les hommes grand-planteurs (3,5 sacs) et un écart type de 3,2; les femmes grand-planteurs (2,6 sacs) et un écart type de 2,3 entre autres.

Malgré l'importance relative des achats masculins, on note aussi l'apparition des femmes dans les achats de fientes. En effet, par rapport aux hommes de la même catégorie, les femmes grand-planteurs même sans disposer des ressources financières comparables, sont nettement mieux classées que le commun des autres femmes planteurs. Faute de pouvoir rivaliser les hommes dans les achats d'engrais chimiques, elles se contentent de fientes de poule relativement moins chères.

### **Les autres fertilisants organiques**

Principalement constitués d'ordures ménagères et de compost, leur utilisation a été très modeste à Bafou en 1994. Environ 9% des ménages ont utilisé du compost, contre 18% pour les ordures ménagères. L'utilisation du compost n'est pas encore une pratique courante dans l'agriculture à Bafou, cette technologie étant encore en cours de vulgarisation dans cette zone.

Il apparaît clairement en 1994, que le bilan d'utilisation des principaux inputs agricoles à Bafou n'est point encourageant. Tous ceux-ci connaissent quantitativement une diminution considérable depuis la crise. Les difficultés financières éprouvées par les ménages de Bafou ne leur permettent plus de s'approvisionner en quantités d'inputs suffisantes. La production agricole peut donc être considérée comme une des grandes victimes de la crise économique actuelle.

## **6. La commercialisation des produits**

Les produits agricoles issus des exploitations sont très variés et incluent entre autres, le café, les vivriers et les produits maraîchers.

### **La commercialisation du café**

Lorsqu'on regarde la destination de ce produit, on constate que 85,4% des ménages ont vendu leur production caféière à la coopérative; 6,6% aux autres planteurs; 7% à d'autres sources non-spécifiées et seulement 0,03% des ménages a vendu sa production caféière aux exportateurs.

Tous les grands planteurs ont vendu la totalité de leur production à la coopérative. Ces données montrent que la coopérative continue d'occuper la première place dans la commercialisation du café à Bafou malgré l'avènement de la libéralisation. Sa longue expérience, soutenue par ses multiples interventions dans la communauté lui vaut encore la confiance des producteurs de la zone. Cette structure reste une plaque tournante pour la commercialisation de la production caféière, quoique ne jouissant plus du monopole absolu dans ce domaine. L'entrée en scène de nouveaux venus lui fait progressivement perdre une partie importante de son marché. On se demande bien si la coopérative survivra à long terme à la libéralisation?

### **La commercialisation des autres cultures**

La responsabilité des cultures autres que le café incombe pour 52,3% aux épouses, et à 30,9% aux chefs de ménage; les chefs de ménage et leurs épouses l'assument simultanément pour 6% des cas. Par contre, 22,5% des épouses contre 13,5% de chefs de ménages sont responsables

des ventes des produits. Les chefs de ménage et leurs épouses pris simultanément assument pour 4,2% les ventes des cultures. Les ventes des produits vivriers et maraîchers ont connu un nouvel essor seulement depuis la seconde moitié de la décennie 1980.

Le lieu de prédilection de la grande partie des transactions en produits autres que le café avant 1993 était les marchés du village (30,7% des ménages); 5,6% des ménages préféraient vendre au marché de la ville. Seulement 4,4% des ménages vendaient soit à la maison, au champ ou en bordure de la route. Depuis 1993, les préférences pour les marchés du village et de la ville ont légèrement baissé, au profit des ventes à domicile, au champ et aux abords de la route. La pénibilité du transport des produits par les moyens rudimentaires et les distances qui séparent les ménages des différentes places de marché, semblent militer en faveur de nouveaux choix opérés par les ménages.

Avant 1993, 16,2% des ménages préféraient écouler leur production pendant la saison; 15,1% le faisaient sur une base occasionnelle et 5,9% sur une base hebdomadaire. Les problèmes liés aux besoins pressants de liquidités par les ménages et à la conservation des produits semblent expliquer le choix porté sur l'écoulement pendant la saison. Depuis 1993, l'option pour les ventes saisonnières est restée constante pour tous les ménages, alors que l'option pour les ventes hebdomadaires a connu une légère amélioration (6% des ménages); les ventes sur une base occasionnelle ne concernent plus que 13,8% des ménages.

Il est possible que les besoins de liquidités des ménages se fassent plus pressants. La réduction des ventes occasionnelles et le renforcement des ventes hebdomadaires semble traduire une certaine planification dans les rentrées d'argent à une fréquence régulière par les ménages, particulièrement à une période où l'argent est devenu le bien le plus rare dans l'économie du pays en général et celle de Bafou en particulier.

18,2% des ménages à Bafou ont procédé à la vente directe de leur production vivrière aux consommateurs, 8,3% ont livré aux intermédiaires (détaillants), et 14,4% des ménages ont vendu aux agents non-spécifiés. L'acharnement à vendre directement aux consommateurs relève du souci des ménages d'accroître leurs marges bénéficiaires. Moins de 3% des ménages livrent leur production aux sociétés.

En termes évolutifs, 15,7% des ménages affirment avoir continué à vendre depuis 1993. Le volume des ventes a augmenté pour 11,3% des ménages et diminué pour 12,4% de ceux-ci. Le volume net des ventes a donc globalement connu une diminution ( 1,1% des ménages).

## VI LES ACTIVITES ECONOMIQUES

### 1. La situation de l'emploi

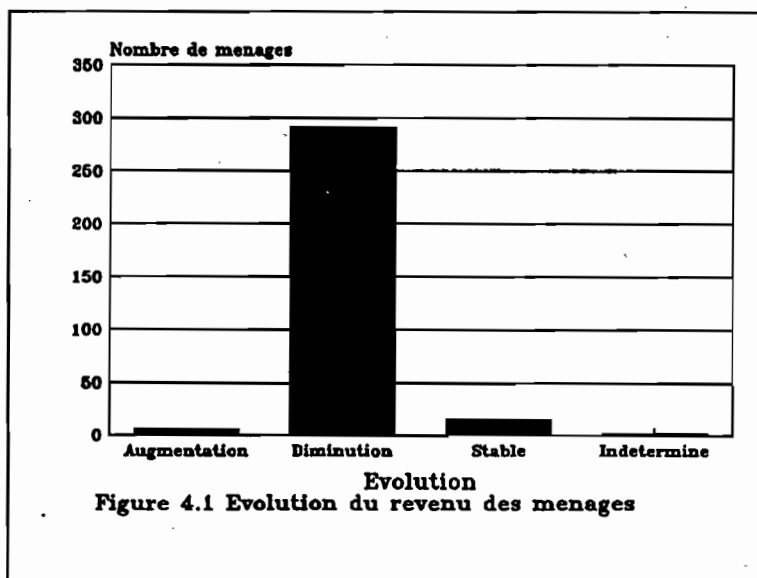
L'emploi est un élément important d'appréciation de l'état de santé d'une économie. C'est ainsi que le taux de chômage est l'un des indicateurs macro-économique clé. Dans la communauté Bafou, l'agriculture reste la principale occupation pour la majorité. Ainsi sur les 316 chefs de ménages, 243 ne font que de l'agriculture comme activité, ce qui représente 77%. Les activités extra-agricoles sont variées et diverses. On peut ainsi rencontrer des artisans (13%), des petits commerçants (34%) des pratiquants de petits métiers (6%).

Le problème de l'emploi s'est accentué avec le recul de la scolarisation. Un nombre croissant d'enfants ne peut plus avoir accès à l'éducation, à cause des difficultés financières des parents. La réduction des dépenses scolaires est l'une des principales conséquences de la baisse des revenus. Ainsi 93 chefs de ménages ont réduit leurs dépenses scolaires et dans 59 cas, ceci a entraîné le retrait de certains enfants de l'école. Ces enfants qui ne vont pas à l'école viennent gonfler la masse des sans-emploi au village ou dans les villes environnantes.

Les chômeurs à proprement parler sont rares parmi les chefs de ménage du village. En effet, deux chefs de ménage seulement se disent chômeurs, ce qui représente moins de 1%. En réalité le concept de chômage dans ce contexte particulier est surtout lié aux migrants récemment retournés au village, en quête d'une occupation stable. Par rapport à l'ensemble de la population on a enregistré 268 cas chez les garçons. Les filles sont exclues pour des raisons culturelles. Dans cette communauté les filles doivent aller en mariage et on n'accorde pas une importance particulière à leur travail.

### 2. Les sources de revenu : Evolutions constatées

Les revenus ont au cours de l'année 1993/94 suivi une réduction généralisée. En effet, sur les 316 chefs de ménage interrogés, 6 seulement avouent avoir enregistré une augmentation de revenus au cours de l'année, soit 1,9%; 292 ont vu leurs revenus diminuer, soit 92,2%. Sur l'ensemble de l'échantillon, 16 seulement ont réussi à maintenir leur niveau de revenu, soit 5,2%. Cette situation est illustrée par la figure 4.1.



En regardant de près, on se rend compte que sur les 316 chefs de ménage enquêtés, 117 ont perdu une source de revenu depuis le dernier passage, soit 37%. Ces sources de revenu qui disparaissent sont pour les plus importantes: l'élevage de volailles pour 27% des cas, le petit commerce pour 10% et les petits métiers pour 8%.

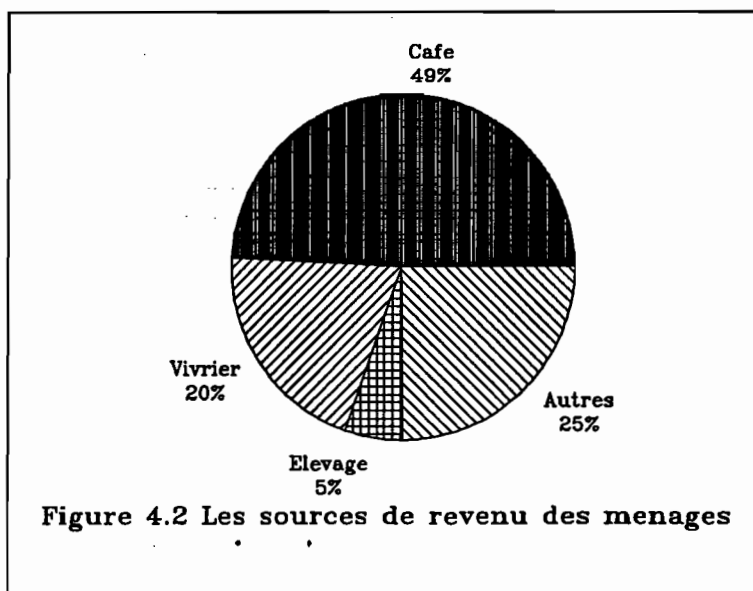
Il est important de noter le coup dur pris par l'élevage de la volaille. Depuis une dizaine d'années, une ONG locale a concentré des efforts importants dans la promotion de l'élevage des

poules. Les produits de ces élevages (poulets de chair et oeufs frais) étaient surtout écoulés vers les centres urbains environnants, notamment Dschang. Cette activité était ainsi considérée comme une source potentielle de revenus pour les paysans, avec la réduction des apports générés par le café. Avec les difficultés économiques actuelles, ces marchés se sont rétrécis, car le pouvoir d'achat des consommateurs urbains a beaucoup régressé. La dévaluation du franc CFA qui a entraîné une augmentation importante des coûts de production a pratiquement sonné le glas de ce secteur sur lequel tant d'espoir avait été fondé.

La réduction enregistrée au niveau du petit commerce et des petits métiers est, contrairement à celle observée au niveau de l'élevage des volailles directement liée à la baisse de l'activité économique au niveau du village. On a cependant enregistré de nouvelles sources de revenus. Ces nouvelles sources de revenus ont été signalées par 101 chefs de ménage, soit 32%. Les revenus proviennent surtout de la vente des cultures vivrières et maraîchères.

### La distribution des revenus

Le revenu moyen est passé de 349.170 francs par an et par ménage en 1993 à 339.540 francs par an et par ménage en 1994. Vu globalement, on pourrait dire que cette réduction est plutôt légère. Mais ces moyennes cachent souvent des inégalités criantes dans la distribution des revenus. On a généralement une minorité de privilégiés qui réussissent à maintenir leurs revenus et par conséquent relèvent le niveau général. C'est ainsi que le revenu médian se situe à 114.000 francs par an en 1994, presque le tiers de la moyenne observée, à savoir 339.540 francs. Les différentes sources de revenus sont présentées sur la figure 4.2.



Le café reste la principale source de revenu monétaire (48%), suivi des activités non agricoles (26%). Les cultures vivrières passent en troisième position (20%) et l'élevage ferme la queue (6%).

### La place du café

Au delà de tout ce qui a été dit sur le café et en dépit de la détérioration observée, il reste une source importante de revenu pour les ménages à Bafou. Sur les 316 chefs de ménages touchés par l'enquête, 227 estiment que le café reste pour eux une culture principale, soit 72%, alors que 16 seulement ne la pratiquent pas. On peut remarquer que 31 chefs de ménage ont planté des caféiers au cours de l'année, ce qui constitue un signe encourageant pour l'avenir de la caféiculture.

Globalement, les revenus générés par le café représentent presque la moitié du revenu monétaire des ménages. Au cours de la dernière campagne 306 chefs de ménage ont vendu du

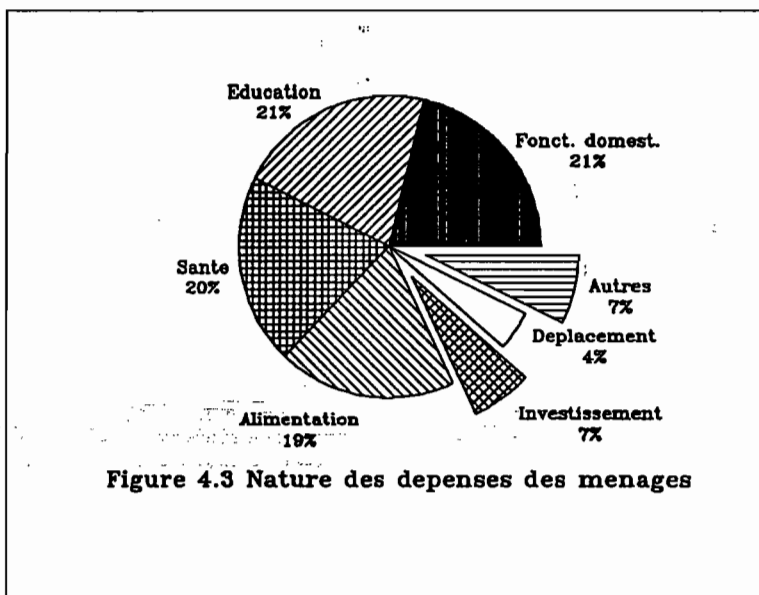
café, soit 93%. Il n'est pas exclu que les évolutions récentes liées à la dévaluation et la bonne tenue des cours sur le marché mondial ne ramène le café arabica à sa place d'antan, celle de principale génératrice de revenus monétaire de la zone.

Le revenu moyen généré par le café est de 166.700 francs pour la campagne 1993/94, soit une légère baisse par rapport à l'année précédente où il se situait à 191.300 francs.

### 3. Les dépenses des ménages

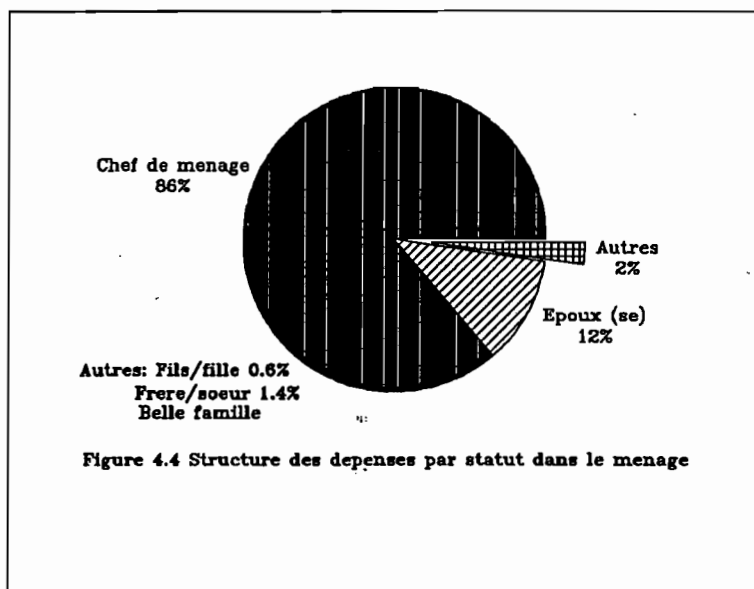
#### Structure des dépenses

La structure des dépenses laisse apparaître la primauté des dépenses à caractère social sur les dépenses d'investissement. Ainsi, les dépenses relatives au fonctionnement domestique, à l'éducation, à la santé et à l'alimentation se taillent-elles la part du lion avec une part de 85,6% de l'ensemble des dépenses. Une la part la plus modeste échoit aux dépenses d'investissement, soit 6,5%, comme l'indique la figure 4.3. On constate que malgré sa part modeste dans les dépenses, l'investissement continue d'exister au plus fort de la crise.



On comprend qu'avec la persistance de la crise, les ménages de Bafou aient privilégié les dépenses incompressibles, notamment celles à caractère social par rapport à celles d'investissement. Les ménages semblent d'autant plus confortés dans cette attitude que la réduction des cercles de solidarité familiale sur lesquels ils comptaient autrefois est plus nette aujourd'hui. Les ménages ne comptent plus que sur eux-mêmes. Les chefs de ménages, leur(s) conjoint (es) et leurs progénitures directes (famille nucléaire) assument aujourd'hui la responsabilité à plus de 98% de la facture de toutes les dépenses, comme présenté à la figure 4.4. La part la plus faible des dépenses, moins de 2% revient à la famille étendue, faite principalement des frères et soeurs ou de la belle famille du chef de ménage.

Les dépenses d'investissement dans ces conditions apparaissent davantage comme un luxe que ne sauraient se permettre les ménages, du moins dans l'immédiat sous contrainte de maigres ressources dont ils peuvent disposer. L'on affecte une modique part des ressources à l'investissement, faute de pouvoir le supprimer purement et simplement du budget.



Les ménages à Bafou sont ainsi réduits à lutter pour la survie de tous les jours en ne budgétisant que les dépenses incompressibles qui deviennent pour eux la priorité des priorités.

#### Les effets des choix sur l'activité économique

La situation des dépenses à Bafou qui traduit pourtant le réalisme des ménages ne va pas sans poser de sérieuses inquiétudes pour le long terme. L'investissement dans les économies modernes, constitue avec les variables tels que la consommation ou l'épargne entres autres, la base de la relance économique. Comment espérer donc que l'économie de Bafou, actuellement aux prises avec la très éprouvante récession économique, soit relancée sans investissement dans un proche avenir ? Au contraire, cette économie ne risque-t-elle pas de sombrer dans le domaine des cercles vicieux tel que décrit par Nurkse ?

Cette question est d'autant plus pertinente que dans le passé, 82% des ménages à Bafou étaient impliqués dans de grosses dépenses. Celles-ci comportaient surtout des dépenses d'investissement à savoir, 49% pour l'habitat, 17,8% pour l'investissement agricole, 10,8% pour l'investissement dans une activité commerciale et 22,4% pour l'investissement dans d'autres domaines. Avec la persistance de la crise, seulement 31,7% des ménages continuent péniblement aujourd'hui à faire de grosses dépenses. Pour y faire face, environ 33% des ménages font recours à leurs ressources personnelles tandis que 35% de ménages se " saignent " en procédant aux emprunts soit auprès des tontines, des amis ou des banques; 23% d'autres ménages dépendent de la prise de leur tour de tontine pour financer ces grosses dépenses et environ 9% font recours à des sources de financement non-spécifiées.

Les conséquences de n'avoir pas effectué de grosses dépenses à ce jour par les ménages sont multiples: la qualité de vie pour environ 70% des ménages à Bafou s'est détériorée en 1994. Alors que 15% des ménages n'ont pas pu continuer normalement leurs activités, 6% des ménages ne peuvent pas se reconvertir dans d'autres activités et 9% ont des difficultés de différents ordres.

#### 4. Les activités d'épargne et de crédit

Les activités d'épargne et de crédit, de par leur caractère financier, sont étroitement liées au niveau d'activité économique.

## Les activités d'épargne

Dans une population où 243 ménages sur 316 sont agriculteurs (77 %), où 227 ménages environ dépendent du café comme source de revenu principale et 73 comme source de revenu secondaire, la baisse drastique des revenus caféiers s'est faite sentir au niveau de toutes les couches de population du village.

## Structure des épargnants

Si l'épargne est considérée comme la mise en réserve d'une partie des revenus non consommés, on comprend donc que cette activité aura éprouvé de nombreuses difficultés au cours de l'année. Dans le village les épargnants se présentent comme suit :

**Tableau 4.1 : Répartition des épargnants**

Lien de parenté	Fréquence	Pourcentage
Chef de ménage	195	73,3
Epoux(se)	59	22,2
Fils/fille	2	0,8
Frère/soeur	4	1,5
Belle famille	1	0,4
Autres	5	1,9
TOTAL	266	100

Il en ressort que 195 chefs de ménage ont épargné au cours de l'année, soit 62 % des enquêtés. Les montants épargnés sont assez faibles, malgré la très grande variabilité, avec une moyenne de 21.000 francs environ par individu.

## Utilisation de l'épargne

Les préoccupations sociales restent au coeur des efforts consentis par les uns et les autres, comme l'indique le tableau 4.2 suivant :

**Tableau 4.2 : Finalité de l'épargne constituée**

Finalité	Fréquences	Pourcentage
Ouvert	41	15,4
Scolarité des enfant	149	56,0
Amélioration de l'habitat	8	3,0
Dépenses sociales	22	8,3
Investir dans l'agriculture	18	6,8
Création d'un commerce	5	1,9
Autres spécifications	23	8,6
TOTAL	266	100

Ainsi, on peut constater que la scolarité des enfants passe largement en tête avec 149 cas sur 266, soit 56 %. Les autres dépenses sociales représentent 8 %, ce qui fait 64 % pour l'ensemble. Les préoccupations de production sont reléguées au second plan, et ne représentent que 9,0 %



environ des cas d'épargne, ce qui confirme les observations déjà faites au niveau de l'allocation des ressources.

### Les structures de collecte

Le poids du secteur informel est lourd, comme on peut le constater au tableau 4.3 suivant.

**Tableau 4.3 : Intermédiaires d'épargne observés**

Intermédiaire	Fréquence	Pourcentage
Parent/amis	19	7,1
Commerçant	2	0,8
Banque officielle	12	4,5
Caisse populaire	8	3,0
Tontine	218	82,0
Autres	7	2,6
TOTAL	266	100

Les tontines regroupent 82 % des épargnants, alors que l'ensemble des institutions formelles ne compte que 7,5 %.

### 4.2. Les activités de crédit

Avec la réduction significative des revenus, on assiste à une réduction conséquente de la capacité d'endettement des population. Sur un plan théorique, lorsque les revenus baissent, on assiste dans un premier temps à un effort de maintien du niveau des dépenses en faisant recours aux emprunts, mais progressivement tout se détériore au fur et à mesure que les revenus baissent.

Nous nous situons dans une communauté où l'endettement n'est pas très encouragé. La culture met plutôt l'accent sur l'épargne comme source de financement pour les individus.

### Les sources de crédit

Les emprunts contactés par les populations du village sont comme dans le cas de l'épargne pour l'ensemble effectués au niveau des sources informelles, comme l'indique le tableau 4.4 suivant.

**Tableau 4.4 : Sources d'emprunt observées**

Sources d'emprunt	Fréquence	Pourcentage
Parent, amis	79	29,3
Commerçant	11	4,1
Banque officielle	25	9,3
Caisse populaire	10	3,7
Tontines	133	49,3
Autres	12	4,5
TOTAL	270	100

Ainsi les sources officielles formelles ne représentent que 10% à peu près du nombre d'emprunts contractés.

### Utilisation des emprunts

L'utilisation des sommes empruntées confirme la place prépondérante des préoccupations sociales, sacrifiant les activités de production, ce qui est prévisible en période de crise (Tableau 4.5).

**Tableau 4.5 : Utilisation des emprunts contractés**

Nature de l'utilisation	Fréquence	Pourcentage
Alimentation	7	2,6
Habitat	18	6,7
Equipements agricole	5	1,9
Equipements ménagers	2	0,7
Scolarité et santé	182	67,4
Achat de terrain	2	0,7
Engrais et semences	13	4,8
Moyens de transport	3	1,1
Outillage non agricole	3	1,1
Deuil, funérailles, dotes	22	8,1
Remboursement de prêt	3	1,1
Activités non agricoles	4	1,5
Autres	6	2,2
TOTAL	270	100

Les préoccupations sociales (alimentation, habitat, santé ...) représentent près de 84 % des causes d'endettement. L'investissement ne représente que 12,2%, alors que l'investissement dans le production n'a que 2,7%.

### CONCLUSION

La situation du village Bafou ne semble pas avoir connu une amélioration sensible entre 1993 et 1994. Les effets négatifs de la crise économique continuent de se manifester. Les préoccupations de survie immédiate semblent avoir relégué au second plan toutes les activités productives dans l'allocation de maigres ressources encore disponibles. Les dépenses sociales sont privilégiées. L'éducation des enfants est de plus en plus difficile à assurer et un nombre croissant d'enfants doit abandonner l'école faute de moyens, malgré la priorité accordée aux dépenses d'éducation par les parents. Les réseaux de solidarité s'effondrent et les ménages doivent davantage compter sur les ressources propres.

Au niveau des activités agricoles, nous avons noté un certain relèvement au niveau des prix du café. Ceci pourrait être lié à la dévaluation du franc CFA. Ce qui a amené les paysans à adopter une attitude un peu plus positive vis-à-vis de cette culture. On devrait donc s'attendre logiquement à une augmentation de la production dans les années à venir. Mais il est important de noter l'inflation au niveau des inputs importés (engrais et pesticides) qui sont très consommés par la

caféiculture. Il se confirme que les cultures vivrières ne peuvent pas se substituer valablement au café, qui reste la principale source du revenu monétaire au village.

La dévaluation du franc CFA a ouvert une lueur d'espoir, mais si l'inflation n'est pas contrôlée, on pourrait se retrouver dans un proche avenir avec une population rurale dans des conditions pires qu'avant. Si les prix des principaux inputs sont maintenus dans une marge raisonnable et si la tendance actuelle au niveau des cours mondiaux se confirme, alors pourrait-on bientôt parler d'une relance de la caféiculture. Le passage de 1995 pourrait ainsi donner des résultats plus positifs. Mais en attendant, les paysans de Bafou continuent de survivre sous le poids de la crise économique.

## Liste des Cahiers parus ou programmés

*Cahier N°1*, "Le programme OCISCA: cadre théorique et orientations de recherche" par l'équipe d'animation d'Ocisca (en préparation).

*Cahier N°2*, "Du passé re-composé au futur improbable: les observatoires ruraux d'Ocisca comme mode opératoire d'une recherche impliquée" par Georges Courade, Mars 94, Ocisca, Yaounde, 31 p.

*Cahier N°3*, "1991 - 1993 : Évolutions majeures dans la zone cacaoyère" (observatoire de Yemessoa) par l'équipe de l'Observatoire de Yemessoa, Avril 94, Ocisca, Yaounde, 35 p.

*Cahier N°4*, "Bafou 1993 : Renforcement des inégalités sociales, menaces sur la fertilité des sols" par l'équipe de l'Observatoire de Bafou, Juin 1994, Ocisca, Yaounde, 28 p.

*Cahier N°5*, "Mesurer la pauvreté : systèmes d'information et cadres d'analyse" par Jean-Luc Dubois, Avril 94, Ocisca, Yaounde, 33 p.

*Cahier N°6*, "Yemessoa, auto-provisionnement et apport extérieur dans la consommation alimentaire en période de crise" par Michel Simeu Kamdem, Mai 94, Ocisca, Yaounde, 17 p.

*Cahier N°7*, "Impact de la dévaluation sur l'habitat" par C. Pettang, T. Tamo Tatietse and L. Mbumbia, Juillet 94, Ocisca, Yaounde, 38 p.

*Cahier N°8*, "Le village cacaoyer du Sud du Cameroun sous le choc de la dévaluation : le cas de Yemessoa" par Athanase Bopda, Septembre 95, Ocisca, 18 p.

*Cahier N°9*, "Human Development through a Universal Development Initiative: a Practical Agenda" by Emmanuel Yenshu, August 94, Ocisca, Yaounde, 23 p.

*Cahier N°10*, "Migrants de retour et développement rural : le cas de Yemessoa" par Laurent Manga Bela, Septembre 94, Ocisca, Yaounde, 30 p.

*Cahier N°11*, "Quelle place pour l'agriculture familiale dans le secteur de la banane au Cameroun?" par Isabelle Grangeret-Owona, Octobre 94, Ocisca, Yaounde, 37 p.

*Cahier N°12*, "Les planteurs de café et de cacao du Sud-Cameroun dans le tourbillon de la crise, de la libéralisation et de la dévaluation" par Samuel Ndembou, Décembre 94, Ocisca, Yaounde, 33 p.

*Cahier N°13*, "Quel avenir pour l'exploitation des bas-fonds de l'Ouest Camerounais dans le contexte de la dévaluation du Franc CFA ?" par Emil Hatcheu Tchawe, Novembre 94, Ocisca, Yaounde, 31 p.

*Cahier N°14*, "The Impact of the CFA Franc Devaluation on the Cost of Production and Net Revenue of four Food Crops in Dschang", by Mathieu Ngouajio and Emmanuel Foko, January 95, Ocisca, Yaounde, 18 p.

*Cahier N°15*, “Les problèmes de financement de l'agriculture vivrière à Bafou”, par Emmanuel Foko, Février 95, Ocisca, Yaounde, 17 p.

*Cahier N°16*, “Les attitudes de survie des femmes à Yaounde”, par Chantal Guimapi, Mars 95, Ocisca, Yaounde, 40 p.

*Cahier N°17*, “The Effects of Structural Adjustment Programme on Cameroon's Major Exports Cocoa, Coffee and Cotton” by Aloysius Ajab Amin, April 95, Ocisca, Yaounde, 28 p.

*Cahier N°18*, “Libéralisation, dévaluation : bientôt la relance de la caféiculture à Bafou”, par l'équipe de l'Observatoire de Bafou, Mai 95, Ocisca, Yaounde, 33 p.